



## **Rentrée de résistances, rentrée de combats !** **Avec les femmes des milieux populaires,** **On ne baisse pas les bras, on se bat**

**Organisation de Femmes Egalité pour l'émancipation et le progrès social**

Les enfants, les jeunes reprennent le chemin de l'école. Nous avons repris le boulot quand on a pu prendre des vacances, car nombreuses sont les femmes qui ont continué à travailler pendant l'été.

Toutes les rentrées ont tendance à se ressembler, la rentrée 2023 est différente, les colères se sont amplifiées y compris pendant la période estivale. Comme celle des migrant.es marchant pour la régularisation et contre la loi « asile et immigration » de Darmanin, condensé de répression, exclusion et systématisation des expulsions. Plusieurs collectifs unitaires ont appelé à manifester début juillet pour refuser la « chasse aux immigré.es » et fin août à l'occasion du 27<sup>ème</sup> anniversaire de la répression policière contre les occupants de l'église Saint Bernard, nous étions nombreux à battre le pavé scandant : « Régularisez », « Darmanin ne fera pas sa loi ! »

### **L'école manque sérieusement de moyens ! La réussite des enfants est en danger.**

Plus de 12 millions d'élèves et 850 000 enseignants font une rentrée sous tension, la crise du recrutement des enseignants s'est accentuée depuis l'an dernier, plus de 3.100 postes n'ont pas été pourvus aux concours d'enseignant.es. La crainte de manquer de personnels est réelle, en effet il manque des profs, des remplaçant.es et aussi des infirmières scolaires, des assistantes sociales par rapport au nombre d'élèves attribués. La pénurie d'AESH est toujours là, 23% des enfants porteurs de handicaps ne pourront pas faire leur rentrée. En arrière-plan une mascarade d'augmentation des salaires très loin des 10% annoncés.

Personnels et parents d'élèves ont devant eux cette importante préoccupation quand le ministre de l'Éducation nationale G. Attal annonce bruyamment « l'interdiction de l'abaya » à l'école. Une note a été adressée aux établissements scolaires interdisant les « tenues de type abaya ou qamis » considérant que ces vêtements ont une connotation religieuse. Les élèves qui s'y opposeraient seraient menacés de conseil de discipline voire d'exclusion définitive. Quand toutes les équipes préparent la rentrée pour qu'elle soit réussie, elles devront discuter de l'application de cette note !

C'est sur « l'abaya » que toutes les foudres tombent. Une fois de plus, c'est la tenue des filles qui est ciblée (tantôt une jupe serait trop courte, trop longue ou trop ample, un tee-shirt trop décolleté ou un nombril trop visible).

Nous dénonçons cette entreprise de division qui détourne l'attention des problèmes importants qui se posent aujourd'hui à l'école. Nous dénonçons cette mesure et l'offensive de communication du gouvernement, des médias, de toute la réaction qui stigmatisent une fois de plus une partie de la population en raison de sa confession réelle ou supposée. Nous dénonçons l'instrumentalisation de la laïcité à des fins discriminatoires, utilisée pour montrer du doigt une partie de la population, les musulmanes.

### **Prix, pauvreté, précarité, les familles des milieux modestes en pâtissent**

Commençons par le coût de la rentrée, les prix des fournitures scolaires ont explosé ! Le portemonnaie est vide, même pour se nourrir. Les produits dans les supermarchés ont augmenté de 18,4% en 1 an et demi, selon l'Insee ! Les prix des produits alimentaires, des produits de base pour l'hygiène s'envolent. Près d'1 ménage sur 2 a des fins de mois compliquées du fait de l'inflation.

Le prix de l'électricité a augmenté de 10% en août, alors qu'il avait déjà augmenté de 15% le 1<sup>er</sup> février dernier.

### **Augmentation des salaires pour tous, à commencer par les métiers féminisés !**

La perte de pouvoir d'achat est concrète, profits et dividendes des grandes entreprises continuent à battre des records pendant que nous avons du mal à remplir nos frigos.

L'exigence d'augmentation des salaires avait déjà pris une dimension importante pendant le mouvement des retraites, elle est devenue capitale. Dans cette situation, E. Macron sort la proposition d'une conférence sociale sur « les carrières et les branches situées sous le salaire minimum ».

Celles qui sont au Smic ou juste au-dessus sont les travailleuses des métiers féminisés, marquées par la précarité, les temps partiels (950€ de salaire moyen), les horaires découpés, la pénibilité et l'usure professionnelle liées à la charge et aux conditions de travail. Bas salaires, travail en sous-effectif, conditions de travail dégradées. Travailleuses du nettoyage, du commerce, de l'hôtellerie, aides à domicile, animatrices, personnels de la santé et de l'éducation nationale... sont concernées. Ce n'est pas d'une « Conférence » dont elles ont besoin mais d'une **forte augmentation des salaires, déjà du SMIC, mais aussi des pensions de retraites et des minimas sociaux. Ce sont les revendications prioritaires !**

**Le 13 octobre, l'intersyndicale (CFDT, CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, UNSA, Solidaires, FSU) appelle à la mobilisation "pour les salaires, l'égalité hommes/femmes et contre l'austérité". Nous y participerons.**

## Colères et mobilisations s'amplifient

- **64 ANS, c'est toujours NON !**

Des milliers de travailleur.euse.s seront pénalisé.e.s par l'application à marche forcée le 1er septembre de la réforme des retraites. 14 journées nationales de mobilisation, des millions de personnes dans la rue, des centaines de milliers de salarié.e.s en grève, des casseroles et cortèges sauvages ont rythmé plusieurs mois de lutte. L'âge légal de départ n'est plus 62 ans. Les femmes sont les plus touchées par ce recul. La promesse de revalorisation des petites retraites vantée par Macron a du retard. La grande majorité de la population a été contre la réforme, la colère n'est pas calmée.

- **L'accès aux « soins pour toutes et pour tous », une urgence sociale**

La situation ne cesse de se dégrader, en ville comme à l'hôpital, dans les services sociaux, les EHPAD... Le système de soins s'effondre, notre santé est en danger.

Les prix des médicaments augmentent, les médecins manquent cruellement, les patients peinent de plus en plus à avoir des rdvs médicaux, les pharmaciens sont de plus en plus sollicités pour prodiguer des soins. Les conditions de travail des soignant.es se sont encore dégradées pendant été. Les résistances locales à la fermeture des hôpitaux, services, des lits et des maternités sont importantes. **Le 11 septembre c'est aussi un collectif unitaire qui lance le « Tour de France pour la Santé ».**

- **Pour en finir avec le racisme systémique et les violences policières**

La révolte qui a embrasé les quartiers populaires à la suite de la mort de Nahel, tué à bout portant le 27 juin par un policier à Nanterre, est toujours vivante dans nos esprits. Les causes sociales qui l'ont provoquée : brimades, racisme, contrôles policiers aux faciès, précarisation, pauvreté, manque de services publics, sont toujours présentes dans la vie des habitant.es des quartiers populaires.

Les violences policières, l'impunité pour la police sévissent (encore dernièrement : non-lieu pour les trois gendarmes impliqués dans l'interpellation mortelle d'Adama Traoré ; remise en liberté du policier mis en examen dans l'affaire Hedi, jeune blessé par un tir de LBD à Marseille). Pour les autres, interpellations, justice expéditive, condamnations, intimidations ont laissé des traces.

La conscience grandit qu'il faut s'organiser, qu'il faut lutter collectivement pour faire face. **Le 23 septembre plus de 100 collectifs, associations, syndicats, partis politiques appellent à manifester « Pour la fin du racisme systémique, des violences policières pour la justice sociale et les libertés publiques »**

- **Baisse des loyers et des charges ! Stop aux expulsions**

30 000 personnes sans domicile de plus qu'en 2022, alors que les places d'hébergement baissent. Le centre d'hébergement d'urgence des femmes victimes de violences de l'Essonne risque de fermer. Les charges locatives et les coûts de l'énergie sont en forte hausse. Le nombre d'expulsions monte en flèche, les femmes seules avec des enfants, des retraitées avec de petites pensions sont les premières touchées. Les motifs pour expulser se multiplient ; aux impayés s'ajoutent les expulsions parce qu'une des personnes de la famille a commis un délit. La violence sociale se renforce. En pleine rentrée scolaire près de 2000 enfants sont à la rue selon les associations. **Le 30 septembre, associations, syndicats, organisations politiques appellent à des manifestations pour la baisse des loyers et des charges !**

La France est le seul pays qui a vu son nombre de millionnaires augmenter en 2022 ! Macron et son gouvernement sont au service exclusif des possédants.

**Après le grand mouvement contre la réforme des retraites, la révolte des banlieues nous a donné plus de motifs et de forces pour nous battre contre ce système social où exploitation et injustice sociale se renforcent.**

Pour stopper la casse sociale, l'avancée de la réaction, pour imposer nos exigences, le rapport de force que nous sommes en train de construire est le meilleur outil. Mettons à profit les mobilisations sociales de la rentrée pour les salaires, pour notre protection sociale, pour le logement, contre les discriminations !

Les travailleuses des métiers féminisés, l'ensemble des femmes des milieux populaires, les retraitées, les usagères des services publics, les associations de parents d'élèves, les associations de locataires, les familles, toutes sont concernées.

**Nous continuerons à travailler, sur les lieux de travail, dans les quartiers pour mobiliser les femmes des milieux populaires, qui ont intérêt à exiger des salaires dignes, du respect, des moyens pour l'école, pour l'hôpital public, pour l'accueil des enfants, pour le logement social, pour l'hébergement d'urgence.**

**Chômeuses, précaires et salariées, françaises et immigrées, avec ou sans papiers.**

**C'est toutes ensemble qu'on doit lutter, c'est toutes ensemble qu'on va gagner !**

03 septembre 2023